



## Changement social: de nouvelles stratégies s'imposent

Xavier Declercq\*

Photo : OXFAM  
Climate Conference Durban 2011.

La notion de « développement » est de plus en plus comprise en termes de pouvoir politique et de lutte pour sa répartition. Cela est, entre autres, dû au fait que le développement est reconnu comme un « droit » et qu'un nombre croissant d'ONG concentrent leurs actions sur les causes structurelles du développement inégal...

Pour Oxfam-Solidarité, les changements sociaux interviennent principalement (pas uniquement), suite à des changements dans les rapports de force. Or, on constate que ces processus ne sont pas toujours linéaires : ils sont faits d'avancées, de reculs et de moments de stagnation.

### Conséquences stratégiques

En tant qu'organisation de développement, nous adoptons des stratégies directes mais aussi indirectes : nous soutenons, d'une part, des groupes et partenaires qui souhaitent améliorer leurs stratégies pour aboutir à des changements sociétaux ou de relations de pouvoir, mais opérons, d'autre part, dans le contexte institutionnel, pour tenter d'en influencer les

acteurs. Ces stratégies ne visent pas à renverser le pouvoir comme moyen ultime de mieux le répartir, mais se construisent autour de nouveaux concepts comme la redevabilité, la cohérence, la mise en réseaux, la concertation, la désobéissance civile, le développement d'alternatives...

Nous essayons aussi de lier ces deux stratégies, là où la distinction entre le travail au Nord et Sud devient de moins en moins évidente et de plus en plus complémentaire : les activités de campagne et les objectifs de plaidoyer (deux activités traditionnellement estampillées 'Nord' au sein des ONG), ainsi que les approches structurelles et humanitaires sont de plus en plus développées en complémentarité avec les agendas de nos partenaires au Sud.

### Au départ : une absence de réponse politique satisfaisante

La politique ne parvient pas à faire face à la liste croissante de défis internationaux auxquels la production agricole et l'approvisionnement alimentaire sont confrontés : la faim persistante,

la pression croissante d'une production non durable sur les écosystèmes, l'augmentation de la demande de produits agricoles de base, l'utilisation croissante de produits agricoles à des fins énergétiques et industrielles, la consommation non durable, la concentration croissante des pouvoirs dans nos systèmes alimentaires, l'évolution de la spéculation sur les marchés des produits agricoles de base, l'impact du changement climatique sur la production agricole ou encore l'accaparement de terres.

Les politiques institutionnelles semblent dépassées et sont coupables de proposer des solutions promouvant des intérêts particuliers, telles que les agrocarburants, l'investissement par l'accaparement des terres ou encore la libéralisation des marchés agricoles.

L'attention se concentre davantage sur l'investissement dans l'augmentation de la productivité et de la compétitivité sans tenir suffisamment compte des impacts sur les droits humains et l'environnement ou de l'équité des mesures. Il s'agit de maintenir le modèle de production agro-industriel plutôt que de mettre le développement d'une agriculture paysanne durable et la régulation des marchés au cœur des politiques agricoles.

Pourtant, le modèle agro-industriel accentue les crises alimentaires et climatiques, alors que l'agriculture paysanne durable permet de répondre en même temps aux défis sociaux et écologiques.

## La Campagne « Cultivons »<sup>1</sup>

Toutes les politiques doivent prendre en compte de manière cohérente les droits fondamentaux et le développement durable. C'est le postulat sur lequel se base la campagne Cultivons.

Oxfam souhaite attirer l'attention des autorités et de l'opinion sur les défis auxquels l'approvisionnement alimentaire mondial doit faire face, et démontrer les carences des politiques actuelles.

Elle veut mettre en avant leur impact sur la situation économique, sociale et écologique des paysans et des communautés locales du Sud. En outre, elle souhaite présenter des alternatives et des propositions politiques concrètes en vue d'un approvisionnement alimentaire équitable. La politique doit reprendre son rôle régalien sur le marché pour soutenir l'agriculture paysanne durable.

## Analyse de pouvoir et définition des priorités

Le complexe agro-industriel peut compter sur ses défenseurs politiques et sur un cadre institutionnel qui lui est favorable. Les grandes nations agro-exportatrices ne sont pas prêtes à remettre en question les fondements de notre système alimentaire : réguler une demande non soutenable et inéquitable reste tabou, tout autant que la remise en cause du commerce international comme principal mécanisme de répartition des denrées. Elles se retrouvent au G20, au sein duquel ne sont représentés ni les pays en développement importateurs nets, ni ceux où l'insécurité alimentaire est la plus forte. Les institutions internationales, en particulier l'OMC, déterminent le fonctionnement des systèmes alimentaires et l'espace politique permettant aux gouvernements de développer des politiques agricoles répondant aux enjeux. Les négociations climatiques sont dans l'impasse. La pensée à court terme et la défense des intérêts particuliers prévalent encore dans la gouvernance internationale.

Aborder cette thématique complexe nécessite de définir des priorités thématiques et de se concentrer sur des processus politiques. Oxfam a donc décidé de travailler sur les enjeux de l'accès à la terre, des crises climatiques et alimentaires et des investissements pour l'agriculture paysanne. La campagne ciblant le G20 est complétée par un appui fort au renforcement d'une nouvelle gouvernance mondiale symbolisée par le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) et par le plaidoyer au niveau national dans le Sud et le Nord.

1. [www.cultivons.be](http://www.cultivons.be)

## Hypothèses et modèle de changement

Il est essentiel de renforcer à plus long terme, donc au-delà de la campagne, les mouvements sociaux et les réseaux citoyens qui demandent un changement de nos systèmes alimentaires et agricoles. Par un travail de recherche, d'appui, d'alliances et de mise en réseau, Oxfam veut renforcer ces mouvements en Belgique, et dans le monde entier.

Au-delà du travail de sensibilisation, de mobilisation et de plaidoyer, d'autres modes d'action doivent être utilisés : soutenir les résistances, documenter les injustices (ex: le sort des communautés évincées de leurs terres), appuyer des alternatives (ex: de consommation responsable), soutenir des partenaires dans la production agro-écologique, rechercher des convergences entre acteurs, dépasser les conflits d'intérêts à court terme (ex: entre paysans au Nord et au Sud, entre producteurs et consommateurs), développer des alliances autour d'une vision partagée sur le long terme (la souveraineté alimentaire)...

À court terme, il faut donc mettre en avant les incohérences du système, dénoncer les fausses solutions aux problèmes (ex: la volatilité des prix, l'accaparement des terres, la crise laitière), rechercher des ancrages en Belgique ou en Europe et mettre à profit les opportunités politiques qui se présentent pour pérenniser le travail de plaidoyer.

La société civile a joué un rôle crucial dans l'accord obtenu au CSA sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Cela résulte d'un travail de longue haleine combinant les modes d'action mentionnés ci-dessus.

Le fait que les ONG n'ont pas parlé au nom des paysans, pêcheurs, pasteurs, peuples indigènes et victimes d'évictions, a été un facteur de succès. En effet, dans les CSA, les organisations du Sud ne se sont pas seulement exprimées comme témoins, elles ont formulé des propositions ; et

les décisions stratégiques qui en ont découlé ont été élaborées conjointement.

Le travail commun des mouvements sociaux, avec la Via Campesina, World Fishers Forum, Indigenous Caucus, appuyés par des ONG comme FIAN, ActionAid ou Oxfam, a été rendu possible par la définition claire des responsabilités et la complémentarité des rôles des différents acteurs. Le Mécanisme de la Société Civile au CSA en a été le garant.

## Campagne et plaidoyer : un travail main dans la main ?

Notre approche des campagnes et celle du plaidoyer sont complémentaires. En tant qu'organisation, nous devons perpétuellement améliorer notre assise sociétale pour continuer à peser sur l'agenda des décideurs politiques. Pourtant, ces dernières années, nous accordons une attention croissante au plaidoyer politique. Qu'il s'agisse de la disponibilité des fonds pour le développement, de la restructuration de l'ONU qui aura un impact important sur la pratique humanitaire, du droit des femmes à vivre sans violence ou encore du travail décent, les décisions politiques jouent un rôle primordial. Mais c'est surtout le manque de décisions et de politiques fortes qui réduit les chances de développement de populations entières. Cette attention accrue accordée au plaidoyer, nous nous appuyons de plus en plus sur une répartition des rôles au sein d'Oxfam International (cf. plus bas).

Il arrive que nos arguments trouvent un écho chez les décideurs politiques. Nos analyses et alternatives sont parfois reprises par des personnes issues de l'administration, du secteur privé, du pouvoir exécutif ou législatif. Nous constatons que nous avons un impact parfois plus important via des propositions bien formulées, adressées au bon niveau de pouvoir que via l'éducation ou des campagnes ciblant certains groupes spécifiques (la presse, les jeunes ou nos bénévoles...).

À condition que ces propositions s'appuient sur une bonne connaissance des dossiers et qu'elles disposent d'un espace politique. Il est impor-

tant de communiquer de manière transparente vers notre public et au sein de nos réseaux pour garantir que des millions de personnes, au Nord comme au Sud, continuent à nous soutenir.

## Des niveaux de décisions plus complexes

Les décisions politiques sont de plus en plus souvent prises au niveau international. Et ce niveau n'est pas homogène : les niveaux de décisions sont répartis dans le monde entier et se situent au sein d'une multitude de structures formelles et informelles. Le multilatéralisme de l'ONU ne gagne pas en efficacité, bien au contraire. La coopération régionale et la décentralisation obligent les ONG à être actives à de multiples niveaux nationaux et internationaux, et à acquérir des compétences dans un nombre sans cesse croissant de domaines. Ce besoin de compétences augmente encore si nous voulons, outre le pouvoir exécutif, impliquer le pouvoir législatif et tisser des alliances avec les mouvements sociaux.

Ainsi, nous ne pouvons pas, en tant qu'ONG, nous limiter au niveau belge. Nous sommes obligés de chercher des formes de coopération au niveau international. Pour Oxfam, cette coopération se situe d'abord dans la confédération Oxfam International. Les objectifs y sont harmonisés et les moyens répartis entre affiliés. Des analyses de pouvoir conjointes permettent de définir des priorités et d'utiliser les ressources là où elles sont plus efficaces.

## Mieux harmoniser le travail Nord et Sud et profiter des opportunités

Les ONG ont l'habitude d'élaborer des plans stratégiques et de s'en tenir aux actions prévues, clairement scindées entre objectifs structurels et humanitaires, objectifs Sud, objectifs de campagne et de plaidoyer politique au Nord... Cette façon de procéder ne permet pas de tirer profit d'opportunités nouvelles, d'innover et même de lier les actions humanitaires à nos analyses structurelles et nos priorités.

Notre organisation devra davantage impliquer ses partenaires au Sud. En effet, les autorités nationales au Sud jouent un rôle prépondérant dans la répartition des moyens. Aussi, les partenaires au Sud exigent de plus en plus de leurs propres gouvernements qu'ils rendent des comptes et demandent notre assistance pour développer des stratégies de plaidoyer et de campagne. Il faut être suffisamment flexible pour répondre à de telles demandes.

Ainsi, au moment de la rédaction de notre programme, la dernière crise alimentaire sévère connue par le Sahel n'avait pas encore eu lieu ; les réformes structurelles de la CEDEAO n'étaient pas encore à l'ordre du jour. De nouvelles opportunités et urgences apparaissent qui doivent nous inciter à réorienter les moyens affectés à notre programme. Nous devons abattre les barrières qui séparent l'urgence, les tâches du personnel Sud et Nord, les priorités de nos partenaires, les règles administratives de cofinancement, etc. Une nouvelle approche unique est donc souhaitable.

## Autres implications

Le postulat selon lequel le changement de rapports de force est le principal moteur des changements pose de nombreuses autres questions. Ainsi, jusqu'à quel point pouvons-nous récolter des fonds auprès du secteur privé marchand ? Quelle relation entretenir avec les fondations privées sans perdre notre indépendance ?

La relation entre les ONG et les mouvements sociaux doit également être éclaircie. Qu'en est-il de la représentativité ? Quel est le rôle ou quelle est la plus-value de la participation des ONG à des réseaux d'acteurs sociaux ?

Combien de temps consacrons-nous au processus d'évaluation, au débat sur la durabilité ou au concept de résilience ? Sommes-nous une organisation apprenante qui tire des leçons de son fonctionnement pour améliorer son travail ?...

\* Directeur plaidoyer et campagnes (Oxfam-Solidarité).